

GROUPE FINUCHEM
RAPPORT SEMESTRIEL 2007

RAPPORT D'ACTIVITE

Le groupe FINUCHEM a décidé l'abandon ou la cession d'activités a cours du premier semestre. Le compte de résultat et le tableau de flux du semestre ont été établis conformément à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, en isolant la contribution des activités abandonnées, cédées ou en cours de cession sur une ligne distincte. C'est la raison pour laquelle le chiffre d'affaires qui avait été communiqué par le groupe début août (intégrant le chiffre d'affaires des activités abandonnées ou en cours de cession et dont la situation ne pouvait alors être communiquée pour des raisons de confidentialité) diffère de celui retenu dans les comptes consolidés semestriels. Les comptes de résultat et tableaux de flux de 2006 sont retraités de la même façon, pour être comparables à ceux du semestre.

Par rapport au premier semestre 2006, le premier semestre 2007 inclut la contribution de ECA SINTERS (créée par ECA en avril 2006 mais non consolidée au premier semestre 2006). Le groupe a cédé au premier semestre 2007 la société BBR AUTOMATION et les titres de la société ADVINTEC. Ces deux cessions étant traitées dans les activités cédées, les comptes 2006 et 2005 sont comparables.

Le groupe a réalisé au cours du semestre un chiffre d'affaires de 82,4 M€, contre 73,7 M€ pour la même période en 2006 soit une croissance de 11,8%, étant précisé que le premier semestre 2006 n'intégrait ni ECA SINTERS ni ECA SINDEL et que ELECTRONAVALTE n'a intégré le groupe qu'en avril 2006. Le résultat opérationnel courant s'élève à 4,6 M€ contre 9,1 M€ en 2006. Le résultat opérationnel courant du 1^{er} semestre 2006 incluait un écart d'acquisition négatif de 1,2 M€ lié à l'acquisition des actifs de la société FAROS. Compte tenu des coûts de restructuration des activités poursuivies de 1,4 M€, le résultat opérationnel est de 3,3 M€, contre 11 M€ en 2006 (en 2006 il n'y avait pas de coût de restructuration mais un profit de dilution de 1,9 M€). Le résultat des activités poursuivies (profit de 3,4 M€) est inférieur au profit du premier semestre 2006 (11,8 M€). Le résultat des activités abandonnées ou en cours de cession est une perte de 1,4 M€, incluant une reprise de provision de 1,6 M€ dans le cadre du dossier BEMA. Le résultat net du groupe est positif de 1,9 M€ (perte de 1,5 M€ en 2006).

Faits marquants

A la différence du premier semestre 2006, le Groupe n'a pas connu de modification significative de périmètre au cours du premier semestre 2007.

1/ Le groupe a procédé à des opérations de simplification de son organigramme.

Dans le cadre d'une simplification de l'organigramme sans impact sur le périmètre, les sociétés ELECTRONATEC et ELECTRONAVALTE TECHNOLOGIES ont fusionné, la société MARKAGE a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine au profit de ECA, la société CIMLEC Y CONTROL, sans activité, a été liquidée. Ces opérations n'ont aucune influence sur les comptes consolidés du groupe.

2/ Plusieurs activités ont été abandonnées ou sont en cours de cession.

Des activités ont été abandonnées ou sont en cours de cession à la fin du semestre.

L'activité de la société LANGUEPIN Soudage (7,0 m€ de CA en 2006) a été abandonnée par le pôle Robotique Industrielle. LANGUEPIN Soudage avait une activité en recul (machines de soudage) dans un secteur difficile (équipementiers et constructeurs automobiles), qui ces trois dernières années a toujours contribué négativement au résultat du groupe. Cette activité est traitée dans les comptes consolidés dans le cadre de la norme IFRS 5.

Le Conseil d'Administration de FINUCHEM a décidé de mettre en vente ses activités dans la fabrication d'outils pour les robots des constructeurs automobiles (sociétés FTS, MFG IBERICA, MFG DEUTSCHLAND). Le processus de vente est en cours, un acquéreur est activement recherché. Ce projet de cession permettrait au groupe de réduire encore significativement son exposition aux fluctuations du secteur automobile.

Ces activités, traitées dans le cadre de la norme IFRS 5, ont généré sur l'année 2006 un chiffre d'affaires de 25,9 M€ et un résultat opérationnel de l'ordre de -0,8 M€.

3/ Une opération de cession-bail a été conclue concernant un actif immobilier.

Le groupe était propriétaire d'un bâtiment situé aux Mureaux (78) et occupé par CIMLEC Industrie, la plus grosse filiale du pôle Robotique Industrielle. En juin 2007, le groupe a cédé ce bâtiment à un établissement financier et a conclu simultanément avec lui un contrat de crédit-bail. Cette opération est retraitée dans les comptes consolidés et n'a donc aucun impact sur le résultat et l'actif immobilisé consolidés. En revanche, les dettes financières et la trésorerie du groupe ont augmenté de 6,3 M€.

4/ Des restructurations significatives ont été engagées.

Des restructurations ont été engagées dans plusieurs sociétés du groupe au cours du semestre. Cela concerne CIMLEC Industrie, RECIF Technologies, FTS et LANGUEPIN Soudage. Les coûts ont été constatés sous forme de provisions lorsque les conséquences des restructurations touchent le second semestre. Le coût total des restructurations au premier semestre est de 2,1 M€ dont 1,4 M€ au titre des activités poursuivies et 0,7 M€ au titre des activités abandonnées.

Activité

Défense et aéronautique

Le premier semestre a bénéficié d'un bon niveau d'activité du pôle, en croissance de 46%. Le chiffre d'affaires s'établit à 43,3 M€, contre 29,3 M€ en 2006. Cette performance est essentiellement due à la contribution des nouvelles activités qui ont intégré le périmètre en 2006. Elle a été réalisée malgré le retard pris par les programmes A350 (AIRBUS) et Barracuda (DCN).

Robotique Industrielle

Dans le pôle Robotique Industrielle, le niveau de chiffre d'affaires a été satisfaisant dans les secteurs semi-conducteur et naval. En revanche, on note une forte baisse de l'activité dans le secteur automobile.

Chez RECIF Technologies, le premier semestre a connu un niveau d'activité satisfaisant, malgré des ventes de pièces de rechange inférieures aux attentes, ce qui pèse sur la rentabilité de la société qui a notamment dû constater des provisions sur stocks en conséquence. Le développement d'une nouvelle génération de machine a pris du retard, les tests de qualification sont en cours chez des clients.

Dans le secteur naval, CNAi bénéficie toujours d'un carnet de commandes excellent qui lui assure un niveau de charge excellent jusqu'en 2009 et de bon niveau jusqu'en 2014.

Enfin, dans le secteur automobile, FTS (dont la mise en vente a été décidée) a connu un semestre très difficile en termes d'activité. Un des deux sites de la société a été fermé et un plan social engagé sur 30% des effectifs. Le résultat de cette activité figure sur la ligne des activités abandonnées ou en cours de cession. CIMLEC Industrie a connu une activité moyenne, avec un tassement de sa rentabilité ; la société a engagé le développement de ses activités d'automatismes et d'électricité hors automobile.

Litiges

Un expert judiciaire a été nommé dans le cadre du litige MS COMPOSITES. Il n'y a pas d'autre évolution significative des litiges à mentionner.

Perspectives

Chez RECIF Technologies, la sortie de nouveaux produits étant retardée, l'activité de l'année sera très certainement inférieure au budget. La tendance actuelle des prises de commande de RECIF Technologies nous incite à la plus grande prudence. Dans le secteur automobile, aucun rebond n'est attendu sur la deuxième partie de l'année. Ces deux activités contribueront donc faiblement à la rentabilité du pôle Robotique Industrielle, essentiellement assurée par le secteur naval (CNAI) cette année.

Concernant le pôle Défense et Aéronautique, une croissance de l'activité à deux chiffres est toujours attendue, même si ce n'est qu'après 2007 que le pôle pourra bénéficier des programmes A350, Barracuda mais aussi du développement commercial du minekiller Kster, des drones de surface, des nouveaux simulateurs et des AUV. Pour le pôle, l'ensemble des coûts commerciaux et des efforts continus et soutenus de R&D vont peser sur la rentabilité.

Les comptes consolidés au 30 juin 2007 comportent une dette de 4,7 M€ au titre des dividendes à payer par FINUCHEM et par ECA à ses minoritaires. Les assemblées générales des deux sociétés ont cependant décidé que le dividende puisse être payé en titres plutôt qu'en numéraire, sur option des actionnaires. A l'issue des délais d'option, la somme de 1,7 M€ a effectivement été versé en numéraire, le solde des dividendes ayant été payé en actions nouvelles FINUCHEM et ECA. FINUCHEM a elle-même opté pour un paiement en titres ECA, ce qui porte son taux de détention dans ECA de 50,54% à 50,88%.

Données relatives à la société mère

Au cours du premier semestre 2007, FINUCHEM SA n'a pas connu de faits marquants.

Le chiffre d'affaires de FINUCHEM résulte uniquement des prestations de services facturées à CIMLEC, CNAi, RECIF Technologies et ECA sur la base des frais réels engagés.

Le résultat financier (+2,0 M€) comprend essentiellement les dividendes des filiales pour un montant de 1,9 M€.

Le résultat exceptionnel correspond en 2007 à l'impact de reprises de provisions constatées dans le cadre de la cession de l'activité intégration automobile du groupe pour 2,3 M€. En juin et décembre 2006, le résultat exceptionnel résultait de la constatation de ces provisions.

En K€	S1 2007	S1 2006	Année 2006
Chiffre d'affaires	876	792	1.752
Résultat d'exploitation	(211)	(123)	(48)
Résultat financier	2.014	2.749	3.173
Résultat exceptionnel	1.697	(9.260)	(9.467)
Résultat net	5.167	(6.181)	(3.780)

COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2007

BILAN

		En k€		
ACTIF	Notes	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Actifs non courants		43 634	50 038	44 674
Ecart d'acquisition	3.1	13 232	13 492	13 324
Immobilisations incorporelles	3.2	16 272	14 546	16 463
Immobilisations corporelles		9 200	10 227	10 053
Immeubles de placement		41	340	41
Actifs financiers : Prêts et créances		1 043	1 445	1 188
Actifs financiers : Titres non consolidés	3.3	642	2 642	592
Titres mis en équivalence		122	333	128
Impôt différé	3.9	2 699	3 482	2 168
Autres actifs non courants	3.5	382	3 531	717
Actifs courants		130 459	136 366	150 782
Stocks et en-cours	3.6	22 927	24 156	26 084
Clients et comptes rattachés	3.7	76 340	81 455	88 739
Autres actifs courants	3.5	8 361	8 404	13 129
Créance d'impôt	3.9	4 891	402	4 398
Trésorerie et autres équivalents	3.10	17 940	21 949	18 432
Actifs destinés à la vente	3.8	15 819	36 757	5 416
Total de l'actif		189 912	223 161	200 872
PASSIF		30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Capitaux propres (part du groupe)		52 071	49 143	54 911
Capital ⁽¹⁾	3.11	6 184	6 184	6 184
Primes ⁽¹⁾		13 080	13 080	13 080
Réserves et résultat consolidés ⁽²⁾		32 807	29 879	35 647
Intérêts minoritaires		20 273	18 756	20 775
Passifs non courants		25 877	18 570	20 593
Provisions long terme	3.12	5 794	2 558	6 971
Dettes financières à plus d'un an	3.13	13 164	9 349	6 630
Impôts différés	3.9	5 166	3 699	4 891
Autres passifs non courants	3.5	1 754	2 964	2 101
Passifs courants		81 609	96 305	100 845
Provisions court terme	3.12	3 251	5 564	3 357
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	3.13	9 686	10 386	17 483
Fournisseurs et comptes rattachés	3.5	25 705	29 843	33 623
Autres passifs courants	3.5	42 589	48 449	45 467
Impôt exigible	3.9	377	2 063	916
Passifs destinés à la vente	3.8	10 081	40 386	3 748
Total du passif		189 912	223 161	200 872

⁽¹⁾ de l'entreprise mère consolidante

⁽²⁾ dont résultat de l'exercice

COMPTE DE RÉSULTAT

En K€	Notes	1 ^{er} sem.07	1 ^{er} sem.06*	2006*
Chiffre d'affaires	3.15	82 363	73 670	160 646
Production immobilisée		1 086	1 041	1 580
Autres produits d'exploitation		976	131	506
Achats consommés		(46 557)	(41 115)	(92 585)
Charges de personnel		(28 920)	(25 151)	(55 069)
Impôts et taxes		(1 787)	(1 696)	(3 713)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises		(2 522)	732	(416)
Ecarts d'acquisition		-	1 271	2 300
Autres charges d'exploitation nettes des produits		(29)	167	(158)
Résultat opérationnel courant		4 610	9 051	13 082
Plus-value sur cessions d'actifs		-	1 950	1 934
Coûts de restructuration		(1 360)	-	-
Résultat opérationnel		3 250	11 001	15 016
Coût de l'endettement financier net		(346)	13	114
Résultat courant		2 904	11 014	15 130
Impôt sur le résultat	3.9	460	909	2 853
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		(9)	(146)	(363)
Résultat net des activités poursuivies		3 355	11 777	17 620
Résultat net des activités non poursuivies	3.8	(1 440)	(13 254)	(11 686)
Résultat net		1 915	(1 477)	5 935
Résultat des minoritaires		1 284	1 468	3 259
Résultat net part du groupe		631	(2 945)	2 675
Nombre moyen d'actions	3.11	6 176 612	6 177 366	6 177 192
Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)	3.11	0,334	1,633	2,279
Résultat net par action (en euros)	3.11	0,102	(0,477)	0,433

* Retraité dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, voir note 3.7.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	Notes	1 ^{er} sem.07	1 ^{er} sem.06*	2006*
Résultat net des activités poursuivies		3 355	11 777	17 620
Charges et produits calculés	3.17	2 947	(2 950)	(3 470)
Plus et moins values de cessions		(175)	(456)	(1 453)
QP de résultat des sociétés mises en équivalence		9	146	363
Capacité d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	3.17	6 136	8 517	13 060
Coût de l'endettement financier net		346	(13)	(114)
Charge d'impôt	3.9	(460)	(907)	(2 853)
Capacité d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)		6 022	7 597	10 093
Impôts versés		186	(1 539)	1 203
Variation du besoin en fonds de roulement		(795)	2 682	(4 910)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		5 413	8 741	6 386
Opérations d'investissement				
Décassement / acquisition immobilisations incorporelles		(1 492)	(1 563)	(1 758)
Décassement / acquisition immobilisations corporelles		(473)	(1 543)	(2 844)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles		34	574	1 479
Décassement / acquisition immobilisations financières		(290)	(2 467)	(8 333)
Encaissement / cession immobilisations financières		90	2 775	3 158
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	3.17	(138)	(4 783)	(8 988)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(2 269)	(7 009)	(17 286)
Opérations de financement				
Augmentations de capital ou apports		-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		(3 092)	(3 099)	(3 099)
Dividendes versés aux minoritaires		(1 595)	(1 247)	(1 247)
Achats / Revente actions propres		6	58	34
Encaissements provenant d'emprunts		6 403	2 805	2 805
Remboursement d'emprunts		(2 202)	(1 523)	(3 684)
Coût de l'endettement financier net		(346)	13	114
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(826)	(2 993)	(5 078)
Flux de trésorerie généré par les activités poursuivies		2 317	(1 261)	(15 978)
Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies		195	(5 111)	6 309
Variation de trésorerie		2 512	(6 373)	(9 669)
<i>Incidence des variations de taux de change</i>		(28)	(79)	(79)
Trésorerie à l'ouverture	3.10	5 834	13 903	13 903
Reclassement de trésorerie ⁽¹⁾		2 909	8 192	1 678
Trésorerie à la clôture	3.10	11 032	15 645	5 834

* Retraité dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, voir note 3.7.

⁽¹⁾ Reclassement de trésorerie : reclassement de la trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession en actif/passif destiné à être cédé, soit 8 105 k€ de trésorerie négative en juin 2006 (BEMA et filiales), 1 586 k€ de trésorerie négative en décembre 2006 (BBR Automation) et 2 921 k€ de trésorerie négative en juin 2007 (FTS/MFG et LANGUEPIN).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€	Capital	Réserves	Résultat	Groupe	Minoritaires	Totaux
31/12/2006	6.184	46.051	2.675	54.910	20.775	75.686
Affectation du résultat		2.675	(2.675)			
Effet IFRS des stocks options		42		42	42	84
Dividendes		(3.092)		(3.092)	(1.595)	(4.687)
Effet IFRS de variation de l'autocontrôle sur la période		30		30	5	36
Effet IFRS des plus-values sur actions propres		(28)		(28)	2	(26)
Résultat consolidé			631	631	1.284	1.915
Variations des écarts de change		(440)		(439)	(47)	(487)
Variations de périmètre		19		19	(192)	(174)
Autres impacts		(1)		(1)	-	(1)
30/06/2007	6.184	45.257	631	52.070	20.274	72.345

En K€	Capital	Réserves	Résultat	Groupe	Minoritaires	Totaux
31/12/2005	6.184	41.726	7.010	54.920	13.845	68.765
Affectation du résultat		7.010	(7.010)			
Effet IFRS des stocks options		21		21	21	42
Dividendes		(3.092)		(3.092)	(1.322)	(4.414)
Effet IFRS de variation de l'autocontrôle sur la période		80		80		80
Effet IFRS des plus-values sur actions propres		37		37		37
Effet IFRS de la juste valeur des actifs destinés à la vente		(101)		(101)	(102)	(203)
Effet IFRS 32-39		(8)		(8)		(8)
Résultat consolidé			(2.945)	(2.945)	1.468	(1.477)
Variations des écarts de change		273		273	12	285
Variations de périmètre					4.785	4.785
Autres impacts		(42)		(42)	47	5
30/06/2006	6.184	45.904	(2.945)	49.143	18.754	67.899

NOTES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Les comptes semestriels du groupe FINUCHEM couvrent une période de 6 mois, du 1^{er} janvier au 30 juin. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 12 octobre 2007.

Le compte de résultat est présenté par nature, le tableau des flux de trésorerie est établi selon le modèle prévu par la recommandation 2004-R02 du CNC du 27/10/2004.

Le bilan est établi sous la forme courant/non courant, sachant qu'un actif est courant lorsqu'il répond à l'un des critères suivants :

- sa réalisation, sa vente ou sa consommation entre dans le cadre du cycle d'exploitation,
- il est détenu essentiellement à des fins de transaction ou pour une durée courte (12 mois),
- l'actif est de la trésorerie ou un équivalent de trésorerie.

Les autres actifs sont des actifs non courants.

Un passif est courant s'il est attendu qu'il soit réglé dans le cadre du cycle d'exploitation ou s'il doit être réglé dans les douze mois suivant la clôture.

Certaines activités ont été classées conformément à la norme IFRS 5 et les informations comparatives présentées dans ce document ont donc été retraitées. Ces retraitements sont décrits en note 3.7.

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont en milliers d'euros.

1. PRINCIPES COMPTABLES

- 1.1 Saisonnalité de l'activité
- 1.2 Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés
- 1.3 Référentiel comptable
- 1.4 Principes de consolidation
- 1.5 Méthodes et règles d'évaluation

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS

- 3.1 Écarts d'acquisition
- 3.2 Immobilisations incorporelles
- 3.3 Titres non consolidés
- 3.4 Autres actifs non courants et courants
- 3.5 Fournisseurs et autres passifs, non courants et courants
- 3.6 Stocks et encours
- 3.7 Clients et comptes rattachés
- 3.8 Actifs et passifs détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession
- 3.9 Impôt sur les sociétés
- 3.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 3.11 Capital
- 3.12 Variation des provisions pour risques et charges
- 3.13 Emprunts et dettes financières
- 3.14 Engagements
- 3.15 Ventilation du chiffre d'affaires
- 3.16 Contribution des activités au résultat d'ensemble
- 3.17 Notes relatives au tableau de flux de trésorerie

4. AUTRES NOTES

- 4.1 Effectifs
- 4.2 Événements postérieurs

5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2007

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Saisonnalité de l'activité

Les activités du groupe ne sont pas caractérisées par une forte saisonnalité.

La période de juillet-août est parfois privilégiée par certains clients, notamment dans le secteur automobile, pour faire réaliser des opérations de maintenance importantes ou des installations d'équipements neufs. Cela n'a toutefois qu'un impact limité sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du semestre compte tenu de l'anticipation nécessaire des chantiers les plus importants et de l'utilisation de la méthode de l'avancement pour valoriser les affaires en cours.

1.2 Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

Sur le premier semestre 2007, le Groupe a identifié des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession comme étant éligibles à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Conformément à cette norme, les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie antérieurement publiés ont été retraités. Les effets de ces retraitements sont publiés en note 3.8.

1.3 Référentiel comptable

En application des règlements européens, les états financiers du groupe FINUCHEM sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales applicables au sein de l'Union Européenne. Les états financiers consolidés au 30 juin 2007 sont établis suivant des principes et méthodes comptables identiques à ceux retenus par le Groupe au 31 décembre 2006.

Le groupe n'a anticipé aucune amélioration de norme ou interprétation publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire en 2007 au sein de l'Union Européenne (IFRS 7, amendement à IAS 39 révisée, IFRIC 4). Lors de leur mise en application, ces normes ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes du groupe.

Les notes annexes des états financiers consolidés au 30 juin 2007 sont présentées de façon résumée, conformément à la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Elles ne comportent donc pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

1.4 Principes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir de situations au 30 juin.

Les principes de consolidation (méthode de consolidation, conversion des états financiers des sociétés étrangères, regroupements d'entreprises) sont les mêmes que pour les comptes consolidés annuels. Ces principes sont décrits dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 1^{er} juin 2007.

1.5 Méthodes et règles d'évaluation

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

Les méthodes et règles d'évaluation appliqués pour les comptes consolidés semestriels sont similaires à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2006 (document de référence déposé auprès de l'AMF le 1/06/2007). Seules les méthodes spécifiques aux entrées de périmètre et aux activités abandonnées ou en cours de cession sont reprises ici.

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti, selon le traitement de référence de la norme IAS 38 – *Immobilisations incorporelles*.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

Les immobilisations incorporelles, à l'exception des marques, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales et réglementaires.

La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les pertes de valeur résultant des tests d'évaluation sont comptabilisées le cas échéant en autres produits et charges d'exploitation.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprise ne sont pas amorties lorsque leur durée de vie présente un caractère indéterminé. Les critères qui permettent de fixer le caractère indéterminé ou non de la durée de vie de ces actifs incorporels, et le cas échéant leur durée de vie, sont les suivants :

- notoriété de l'actif,
- pérennité de l'actif en fonction de la stratégie d'intégration au portefeuille d'activités du Groupe.

La valeur des actifs incorporels est testée au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation exceptionnelle est comptabilisée.

Actifs (ou groupe d'actifs) non courants détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

Le groupe applique la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Les actifs non courants, ou groupe d'actifs et de passifs directement liés, sont considérés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée du bilan du groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession, est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie indépendants du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau de flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées.

2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Variations de périmètre

Le groupe n'a pas connu de variation de périmètre significative.

- Les titres de la société ADVINTEC, mis en équivalence et classés en 2006 dans les actifs destinés à être cédés ont été cédés en juin 2007. Le résultat de cession est non significatif.
- La société BBR AUTOMATION (intégration dans pour les équipementiers automobiles et plasturgistes), classée en 2006 dans les actifs et passifs destinés à être cédés a effectivement été cédée en mars 2007. Le résultat de cession de l'activité n'est pas significatif.

3. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS

3.1 Écarts d'acquisition

Les mouvements des écarts d'acquisition sont récapitulés dans le tableau suivant :

Écarts d'acquisition nets	30/06/2007	31/12/2006
Ouverture	13 324	6 609
Entrées de périmètre	-	7 160
Autres	(92)	(445)
Sorties de périmètres	-	-
Pertes de valeur	-	-
Effet des variations de change	-	-
TOTAL	13 232	13 324

Les écarts d'acquisition se répartissent ainsi :

Robotique industrielle : 23%
 Défense et aéronautique : 77%

La mise en œuvre des tests d'impairment n'a pas conduit le groupe à enregistrer de perte de valeur des écarts d'acquisition positifs.

3.2 Immobilisations incorporelles

Le poste immobilisations incorporelles a connu des mouvements significatifs au cours du semestre, notamment en raison des reclassements des activités abandonnées ou en cours de cession et des nouveaux frais de recherche dans le pôle Défense et Aéronautique.

Valeurs brutes, en K€	Ouverture	Reclas. des activités abandonnées	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Clôture
Frais de recherche	11 902	-761	-	1 074	-170	12 046
Autres immobilisations incorporelles	10 745	-1 805	-2	418	-117	9 238
Totaux	22 647	- 2 566	-2	1 492	-287	21 284

Amortissements et pertes de valeurs, en K€	Ouverture	Reclas. des activités abandonnées	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Clôture
Frais de recherche	2 398	-200	-	516	-281	2 433
Autres immobilisations incorporelles	3 785	-1 401	-2	201	-5	2 579
Totaux	6 183	-1 601	-2	717	-286	5 012

3.3 Titres non consolidés

Le détail des titres non consolidés est le suivant :

Participations non consolidables	
Millecamps Modelage	213
Bertin Technologie	295
Active audio	50
Autres	84
Titres non consolidés	642

La société SSI est également exclue du périmètre de consolidation. Cette filiale de FAROS SA avait été acquise par ECA FAROS pour être revendue à RAYDON, qui a depuis renoncé à son acquisition, en violation du protocole d'accord préalablement conclu avec ECA. Une procédure contentieuse contre RAYDON a été engagée. Les titres SSI et la créance du groupe sur cette société sont classés en actif destiné à la vente (voir note 3.8).

3.4 Autres actifs non courants et courants

	Valeurs nettes 30-06-2007	Valeurs nettes 31-12-2006
Comptes courants débiteurs	382	717
Totaux autres actifs non courants	382	717
Avances et acomptes versés	1 452	2 616
Débiteurs divers	1 136	1 210
Créances fiscales et sociales	4 315	6 092
Comptes courants débiteurs	558	2 367
Charges constatées d'avance	901	844
Totaux autres actifs courants	8 361	13 129

Le poste « autres actifs non courants » est composé exclusivement de comptes courants pour 382 k€, net de provisions. Ces comptes courants concernent essentiellement la société BERTIN Technologie (237 k€) et des anciennes filiales de ELECTRONAVAL (145 k€).

3.5 Fournisseurs et autres passifs, non courants et courants

	Valeurs au 30/06/07	Valeurs au 01/01/07
Dettes courantes diverses	1 754	2 102
Autres passifs non courants	1 754	2 102
Fournisseurs et comptes rattachés	25 705	33 623
Avances et acomptes reçus / commandes	13 857	19 298
Dettes sociales	10 520	12 325
Dettes fiscales	7 258	9 027
Comptes courants créditeurs	4 684	14
Dettes diverses courantes	976	484
Produits constatés d'avance	5 294	4 318
Autres passifs courants	42 589	45 467

Le poste « autres passifs non courants » est composé exclusivement d'avances conditionnées pour 1 754K€.

Le poste fournisseurs a varié de 8 M€ notamment du fait du reclassement pour 5,0 M€ de dettes en passifs des activités abandonnées ou en cours de cession. Les autres passifs courants et non courants ont diminué de 3,2 M€ dont 2,5 M€ du fait du même reclassement.

3.6 Stocks et encours

L'évolution des stocks au bilan consolidé est la suivante :

En K€	2007			2006		
	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes
Matières premières	13 441	2 462	10 978	16 009	1 908	14 100
En cours	10 067	360	9 707	10 028	530	9 498
Produits intermédiaires et finis	2 935	706	2 229	3 090	679	2 411
Marchandises	14	1	13	76	1	75
TOTAUX STOCKS ET EN-COURS	26 456	3 529	22 927	29 203	3 119	26 084

La diminution des stocks au bilan consolidé s'explique essentiellement par le reclassement en actif destiné à être cédé des stocks des activités abandonnées ou en cours de cession (4,3 M€ en 2007).

3.7 Clients et comptes rattachés

En K€	30/06/2007	31/12/2006
Valeurs brutes	77 751	90 434
Pertes de valeur	1 411	1 694
Valeurs nettes	76 340	88 739

La diminution du poste clients au bilan consolidé s'explique essentiellement par le reclassement en actif destiné à être cédé des créances clients des activités abandonnées ou en cours de cession (11,8 M€ en 2006).

3.8 Actifs et passifs détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

Les activités arrêtées, cédées ou en cours de cession regroupent au 30 juin 2007 les activités de FTS, MFG IBERICA et MFG DEUTSCHLAND (pinces et outils pour robots pour l'activité automobile), les titres et la créance sur SSI (détenus par ECA FAROS), les activités de LANGUEPIN Soudage (machines de soudage, essentiellement pour les constructeurs et équipementiers automobiles) et deux terrains.

Activité outils pour robots pour le secteur Automobile

Le groupe a entamé en juin 2007 un processus de vente des sociétés FTS, MFG IBERICA et MFG DEUTSCHLAND, qui fournissent uniquement des constructeurs automobiles, en pinces et préhenseurs pour l'équipement des robots.

Activité Soudage

Le groupe a fermé le site de la société LANGUEPIN SOUDAGE à Saumur (49). Cette fermeture s'est traduite par le licenciement ou le reclassement au sein du groupe de l'ensemble des effectifs (une vingtaine de personnes).

Les sociétés constituant ces activités cédées (FTS, MFG IBERICA, MFG DEUTSCHLAND, LANGUEPIN SOUDAGE) sont considérées en conséquence comme des activités abandonnées ou en cours de cession à la clôture du semestre.

Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « activités non poursuivies », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées. Les flux nets liés aux activités non poursuivies du tableau des flux de trésorerie du Groupe correspondent sur le premier semestre 2007 et sur 2006 à l'ensemble des flux de trésorerie nets des flux intragroupes de la période. La trésorerie de clôture de ces activités a été reclassée pour ne plus être incluse dans la trésorerie du groupe.

Les actifs et passifs des « activités cédées ou en cours de cession » sont présentés sur des lignes séparées au bilan du Groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Impacts sur les états financiers

Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession se présentent de la façon suivante :

	30/06/07	30/06/06	31/12/06
Chiffre d'affaires	9 782	32 930	47 977
Résultat opérationnel courant	(3 271)	(2 450)	(3 766)
Résultat opérationnel	(1 540)	(12 881)	(11 056)
Résultat courant	(1 629)	(13 071)	(11 358)
Impôt	189	(183)	(328)
Résultat net	(1 440)	(13 254)	(11 686)
<i>Dont part du groupe</i>	<i>(1 435)</i>	<i>(13 031)</i>	<i>(11 403)</i>
<i>Dont part des minoritaires</i>	<i>(5)</i>	<i>(223)</i>	<i>(283)</i>

Le résultat des activités non poursuivies inclut notamment le résultat de cession des activités cédées et les charges liées aux cessions et leurs éventuels ajustements.

- Résultat net des activités non poursuivies :	(3 071)
- Charges nettes liées à la cession ⁽¹⁾ :	<u>1 631</u>
- Résultat des activités non poursuivies :	(1 440)

⁽¹⁾ Le résultat net des cessions est composé d'une reprise nette de provisions pour charges liées à la cession de BEMA Ingénierie (1.638 k€) et du résultat de cession de 7 k€ des activités cédées en 2007 (BBR Automation et Advintec).

	30/06/07	30/06/06	31/12/06
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	221	(4 738)	(9 454)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	63	(249)	(196)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement ⁽¹⁾	(89)	(124)	7 756
Flux nets de trésorerie	195	(5 111)	(1 894)
Déconsolidation de la trésorerie des activités cédées ⁽²⁾			8 203
Flux nets de trésorerie	195	(5 111)	6 309

⁽¹⁾ En 2006, inclut un apport des activités poursuivies aux activités abandonnées pour 7 697 k€.

⁽²⁾ En 2006, déconsolidation de la trésorerie négative des activités cédées.

Au bilan, la décomposition des actifs et passifs des activités abandonnées ou destinées à la vente est la suivante :

- terrain en vente aux Mureaux (78)	298		
- terrain en vente à Limours (91)	378		
- actifs de l'activité « outils pour robots »	11 755	- passifs de l'activité « outils pour robots »	7 663
- actifs de l'activité « soudage »	2 612	- passifs de l'activité « soudage »	2 418
- titres et créances SSI	776		
	-----		-----
Total des actifs	15 819	Total des passifs	10 081

3.9 Impôts sur les sociétés

Une intégration fiscale est réalisée au niveau de FINUCHEM SA avec l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

Ventilation de la charge d'impôt :

	30/06/2007	30/06/2006
Impôts différés	275	2 446
Impôts exigibles	186	(1 539)
Charge d'impôt	461	909

Le groupe d'intégration fiscale de FINUCHEM dispose de reports fiscaux importants. Pour tenir compte de sa capacité limitée à utiliser l'ensemble de ces reports fiscaux dans un horizon rapproché, le groupe a renoncé à inscrire 1,2 M€ d'impôts différés actifs.

Ventilation des impôts différés par nature :

	30/06/2007	31/12/2006
Décalages temporaires	2 699	2 168
Total impôts différés actifs	2 699	2 168
Décalages temporaires	5 378	5 486
Déficits reportables	(212)	(595)
Total impôts différés passifs	5 166	4 891

Le déficit reportable de la société ECA SINTERS activé en 2006 en raison de ses perspectives d'imputation rapide n'a été que partiellement utilisé. L'actif d'impôt différé résultant de cette activation a été imputé sur la fiscalité passive en raison de la

situation nette fiscale différée passive de la société. Pour mémoire, le déficit reportable de la société ECA FAROS activé en 2006 a été imputé en totalité au premier semestre 2007.

Dettes et créances d'impôt :

	2007	2006
Créance d'impôt	4 891	4 398
Impôt exigible	(377)	(916)
Créance / (dette) d'impôt nette	4 514	3 482

Les créances d'impôt sont constituées de créances de carry-back (2,7 M€) constituées principalement en 2006 et de créances de crédit d'impôt recherche.

3.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2007	31/12/2006
VMP	5 835	8 889
Actions	147	-
Disponibilités	11 959	9 543
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 940	18 432
Concours bancaires	(6 909)	(12 598)
Totaux	11 032	5 834

La trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession s'élève à (2 726) k€ et a été reclassée en actifs des activités destinées à être cédées au bas du bilan.

3.11 Capital

Au 30/06/2007, le capital social de FINUCHEM SA s'élève à 6 183 689 €, constitué de 6 183 689 actions de 1 euro de nominal chacune, totalement libérées.

• **Evolution du capital**

	Nombre cumulé d'actions	Montant du capital en euros
Capital au 31/12/2005	6 183 689	6 183 689
Capital au 31/12/2006	6 183 689	6 183 689
Capital au 30/06/2007	6 183 689	6 183 689

En avril 2007, PELICAN VENTURE, holding de la famille GORGE, a reçu des droits de vote double du fait de quatre ans de détention continue de titres au nominatif. Le nombre de droits de vote s'élevait donc à 8 909 589.

En juin 2007 les actionnaires ont approuvé en Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 0,50 € payable en actions. De ce fait, 139.632 actions nouvelles ont été créées en juillet 2007 au profit des actionnaires qui ont choisi cette option et le capital s'élève depuis à 6.323.321 euros.

• **Résultat par action**

Pour calculer le résultat par action, on utilise le nombre moyen pondéré d'actions, en déduisant le nombre moyen d'actions d'auto contrôle.

Le résultat par action est calculé à partir du résultat net part du groupe. Le résultat par action des activités poursuivies correspond au résultat net part du groupe retraité du résultat sur activités destinées à être cédées et de la part des minoritaires dans le résultat des activités cédées ou abandonnées.

	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Nombre moyen pondéré d'actions	6 176 612	6 177 366	6 177 192
Résultat par action ⁽¹⁾, en euros	0,102	(0,477)	0,433
Résultat par action ⁽¹⁾ des activités poursuivies, en euros	0,334	1,633	2,279

⁽¹⁾ part du groupe

3.12 Variation des provisions pour risques et charges

Provisions En K€	01/01/07	Reclas.des activités abandon- nées	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres mvts	30/06/07
Non courant								
Pour litiges	-	-	-	300	-	-	-	300
pour retraites	1 414	-57	-	141	-	-	55	1 552
pour garanties données aux clients	1 123		-	691	-411	-20	223	1 607
pour autres risques et charges	4 434		-	54	-2 279		127	2 335
Sous-totaux non courant	6 971	-57	-	1 186	-2 690	-20	405	5 794
Courant								
pour litiges	172		-	-	-25	-	-	148
pour garanties données aux clients	426	-213	-	198	-419	-	63	54
Provision pour restructuration	-		-	900	-	-	-	900
pour pertes à terminaison	984		-	208	-287	-3	-	902
Pour travaux restant à effectuer	1 419		-	119	-276	-	-467	795
pour amendes et pénalités	-		-	126	-	-	-	126
pour autres risques et charges	357		-	211	-240	-	1	327
Sous-totaux courant	3 357	-213	-	1 763	-1 248	-3	-405	3 251
Totaux	10 329	-270	-	2 949	-3 938	-23	-	9 045

Note : FINUCHEM a constitué 4.400 k€ de provisions pour risques et charges en 2006 dans le cadre de la cession de BEMA Ingénierie. Une reprise de provision de 2.264 k€ a été effectuée au 1^{er} semestre 2007. Cette reprise de provision est sans impact sur le résultat des activités poursuivies mais bénéficie au résultat des activités abandonnées.

3.13 Emprunts et dettes financières

• Variation des emprunts et dettes financières

	01/01/2007	Reclass des activités abandonnées	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mvts	30/06/2007
Retraitement des crédits baux	422	-	-	6 320	-47	-	6 694
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 206	-	-	82	-1 520	-24	7 745
Autres dettes financières diverses	1 756	-139	-4	1	-673	-	941
Dettes participation des salariés	131	-	-	430	-	-	561
Concours bancaires courants	12 599	-3 709	-	6 909	-8 889	-	6 909
Totaux dettes financières	24 113	-3 848	-4	13 742	-11 129	-24	22 850

• Echancier des emprunts et dettes financières

En K€	Totaux 30/06/07	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an	dont inférieur à 5 ans	dont supérieur à 5 ans
Retraitement des crédits baux	6 694	241	6 453	2 041	4 412
Emprunts auprès des établissements de crédit	7 745	2 450	5 295	5 215	80
Autres dettes financières diverses	940	41	899	254	645
Dettes participation des salariés	561	44	517	317	200
Concours bancaires courants	6 909	6 909	-	-	-
Totaux dettes financières	22 850	9 686	13 164	7 827	5 337

Les dettes financières liées aux retraitements de crédits baux ont augmenté de 6,3 M€ du fait d'une opération de cession-bail, conclue en juin 2007 et concernant le bâtiment occupé par la société CIMLEC aux Mureaux.

3.14 Engagements

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2006 n'ont pas évolués de façon significative à l'exception de deux points :

- il existe une garantie de d'actifs et de passifs qui avait été accordée à l'acquéreur de MS COMPOSITES en 2005, la société AD INDUSTRIE. Cette garantie de passif est plafonnée au prix de cession. Un litige est en cours concernant une éventuelle indemnisation au titre de cette garantie, la demande financière de AD INDUSTRIE s'élevant à 800 k€.
- les mainlevées des nantissements qui étaient indiqués dans l'annexe aux comptes 2006 avec une date d'échéance en mars 2007 ont été formellement obtenues.

3.15 Ventilation du chiffre d'affaires

Le secteur Défense et Aéronautique (anciennement Robotique Sous-marine) est constitué de ECA et de ses filiales. Le secteur Robotique Industrielle regroupe l'ensemble des activités de robotique et de services associés auprès des clients industriels. Le secteur Structure et foncier regroupe la société mère et des sociétés immobilières.

Le chiffre d'affaires indiqué par pôle représente la contribution du pôle au chiffre d'affaires consolidé.

Premier semestre 2007 :

En k€	France		Europe		Autres		Total CA	
Zones géographiques		%		%		%		%
Robotique industrielle	32 042	58%	1 798	25%	5 147	26%	38 987	47%
Défense et aéronautique	23 368	42%	5 537	75%	14 367	74%	43 272	53%
Structure et foncier	104	0%	-	0%	-	0%	104	0%
Totaux	55 514	100%	7 335	100%	19 514	100%	82 363	100%
%	67%		9%		24%		100%	

Premier semestre 2006 :

En k€									
Zones géographiques	France		Europe		Autres		Total CA		
		%		%		%		%	
Robotique industrielle	31 746	65%	1 909	36%	10 177	52%	43 833	59%	
Défense et aéronautique	16 822	35%	3 383	64%	9 534	48%	29 738	40%	
Structure et foncier	99	0%	-	0%	-	0%	99	0%	
Totaux	48 667	100%	5 292	100%	19 711	100%	73 670	100%	
%	66%		7%		27%		100%		

3.16 Contribution des activités au résultat d'ensemble

En k€	Défense et aéronautique		Robotique industrielle		Structure (1)		Eliminations		Consolidé	
	Juin 2007	Juin 2006	Juin 2007	Juin 2006	Juin 2007	Juin 2006	Juin 2007	Juin 2006	Juin 2007	Juin 2006
Chiffre d'affaires	43 334	29 338	39 052	44 376	1 072	883	-1 095	-928	82 363	73 670
Résultat opérationnel	3 184	4 546	342	4 545	-276	1 914	-	-	3 250	11 001
Coût de l'endettement net									-346	13
Impôt									461	909
QP sociétés en équivalence									-9	-146
Résultat net									3 346	11 777

Le chiffre d'affaires indiqué par pôle inclut le chiffre d'affaires réalisé avec les autres pôles.

(1) La structure désigne le siège de Finuchem et des coûts non affectés (sociétés foncières). Le profit résultant de l'intégration fiscale est maintenu au niveau de la société mère. Le résultat de cession constaté en 2006 sur ECA par FINUCHEM est affecté à la structure.

3.17 Notes relatives au tableau de flux de trésorerie

Détermination de la capacité d'autofinancement

Résultat net des activités poursuivies	3 355
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	9
Dotations/reprises aux amortissements et pertes de valeur et provisions pour risques et charges	2 890
Variations de juste valeur en résultat	(27)
Charge calculée liée aux stocks options	84
Plus et moins value de cessions	(175)
Capacité d'autofinancement avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts	6 136

Détermination de la trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales

	Acquisitions	CIMLEC Industrie ⁽¹⁾	Divers	Totaux
A	Prix d'acquisition	250	43	293
B	Décaissement	250	43	293
C=A-B	Dettes	-	-	-
D	Trésorerie acquise	-	-	-
E=D-B	Effet entrées	-250	-43	-293

⁽¹⁾ Acquisition de titres CIMLEC par FINUCHEM auprès des minoritaires

	Cessions	ADVINTEC	Totaux
A	Prix de cession	155	155
B	Encaissement	155	155
C=A-B	Créance	-	-
D	Trésorerie cédée	-	-
E=B-D	Effet sorties	155	155

Effet trésorerie nette sur acquisitions : -293
Effet trésorerie nette sur cessions : 155
Total : -138

4. AUTRES NOTES

4.1 Effectifs

	30 juin 07	30 juin 06	31 décembre 06
Effectifs à périmètre constant	1 443	1 432	1 436
ECA SINTERS ⁽¹⁾	124	-	121
CIMLEC INDUSTRIAL ROMANIA ⁽¹⁾	21	-	-
Activités poursuivies	1 588	1 432	1 557
<i>⁽¹⁾ non consolidée en juin 2006</i>			
Activités abandonnées, cédées, en cours de cession	157	668	164

Sur les 1.588 personnes présentes au 30 juin 2007, 35% soit environ 550 personnes sont à l'étranger.

4.2 Événements postérieurs

Les actionnaires des sociétés FINUCHEM et ECA ont lors de leurs assemblées générales de juin 2007 approuvé la distribution de dividendes payables en actions. Au terme des délais d'option accordés aux actionnaires, le capital de FINUCHEM a été augmenté de 139.632 actions et le capital d'ECA de 152.448 actions, dont 95.817 au profit de FINUCHEM. La dette figurant dans les comptes semestriels consolidés de FINUCHEM au titre des dividendes à verser (soit 4,7 M€) n'a donc été payée que pour 1,7 M€, le solde ayant été versé en titres. Le taux de détention de ECA par FINUCHEM est passé de 50,54% à 50,88%.

Le 25 juillet, CIMLEC Industrie a repris certains actifs d'exploitation de la société NETRA SYSTEMS pour un montant de 100 K€. Cet investissement peu significatif permettra à notre filiale spécialisée en automatismes et robotique de pénétrer le marché de l'embouteillage, poursuivant ainsi la diversification de ses marchés en dehors de l'automobile. La contribution de cette activité ne dépassera pas 1.5 M€ de chiffre d'affaires en 2007.

Dans le cadre des nouvelles obligations d'information périodique issues de la transposition dans le Code Monétaire et Financier de la directive européenne dite *Transparence* et conformément à la position de l'AMF d'octobre 2006, le groupe FINUCHEM a publié le 31 août 2007 un rapport semestriel narratif relatant les événements significatifs du premier semestre 2007.

Il n'y a aucun autre événement significatif intervenu entre le 30 juin 2007 et la date du Conseil d'Administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés du Groupe.

5. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007.

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société FINUCHEM, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Comme indiqué dans la note 3.12 de l'annexe, concernant les provisions pour risques et charges, une provision pour restructuration de 900 K€ a été dotée au cours du 1^e semestre 2007 et, inscrite au compte de résultat dans les « coûts de restructuration ». Au plan des principes comptables, son incidence nette d'impôt soit 0,6 M€ aurait dû être comptabilisée en charges au cours du deuxième semestre, la décision de restructuration ayant été annoncée au Comité d'entreprise concerné le 24 septembre 2007.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 3.3 Titres non consolidés » qui expose la raison pour laquelle la société SSI a été exclue du périmètre de consolidation et maintenue en actifs destinés à la vente.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Courbevoie et Paris, le 25 octobre 2007

MAZARS & GUERARD

Denis GRISON

COREVISE FIDINTER

Stéphane MARIE